



12

E D I T O

Alternative Clamartienne, le courant continue...

Faire de la politique autrement, c'est notre leitmotiv. Nous n'avons plus d'élus au conseil municipal, les électeurs clamartois en ont décidé ainsi en mars dernier, mais nous ne renonçons pas à influencer sur la vie politique locale. Alternative Clamartienne est une association politique clamartoise dont **les convictions ne fluctuent pas au gré des tactiques politiciennes**, et si nous n'avons pas réponse à tout, si nous entretenons la diversité au sein de notre association, nous nous retrouvons toujours autour des idées qui sous-tendent notre engagement politique.

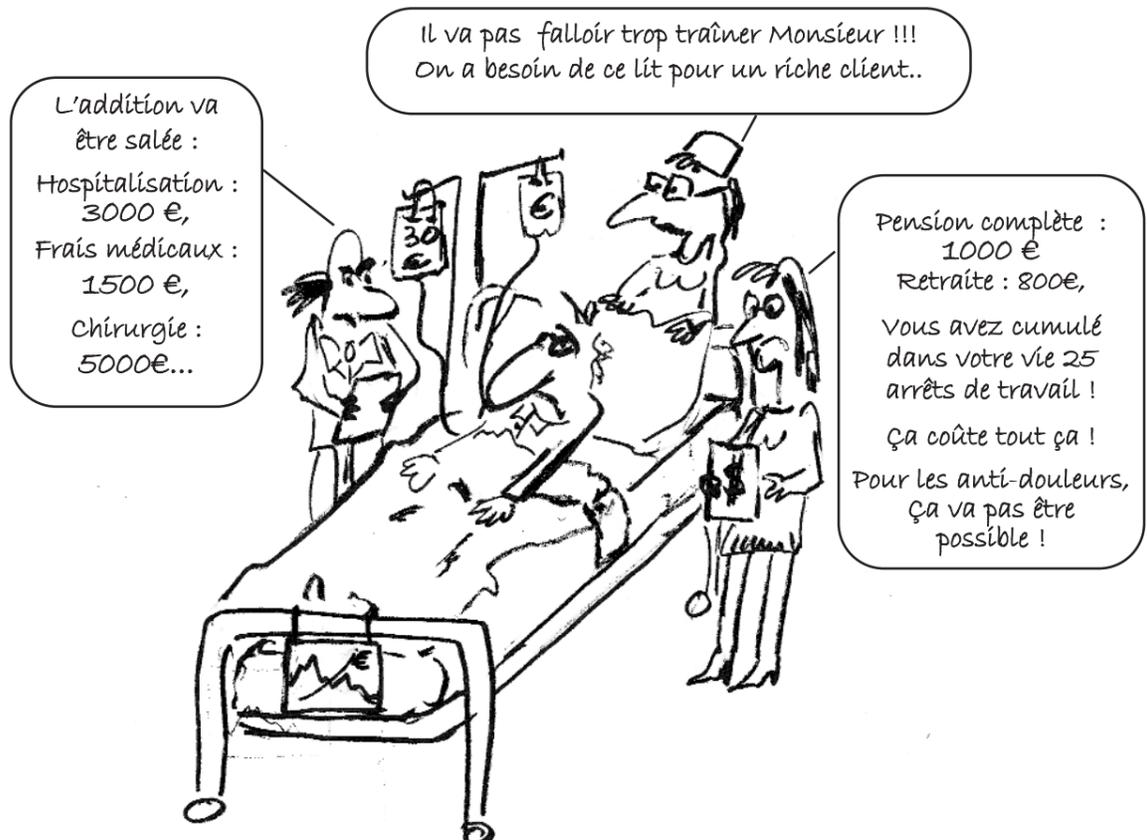
Nous sommes viscéralement attachés à la démocratie comme principe et comme moteur, avec évidemment **l'acceptation de la diversité et le respect de la minorité**. La volonté de convaincre, par le dialogue et l'échange, nous a rendus précurseurs de l'idée de démocratie participative, une notion bien galvaudée aujourd'hui. Nous défendons des principes que nous avons toujours soutenus au conseil municipal (le non-cumul des mandats, la rotation des fonctions ou des mandats, la représentation de l'opposition dans toutes les commissions).

Sans aucun clientélisme envers les notables ou les décideurs politiques, **nous avons fait le choix de défendre le citoyen modeste**, d'orienter notre action en faveur des personnes en difficulté. Les difficultés sociales et économiques motivent notre engagement pour le logement social ou **le rééquilibrage des infrastructures publiques vers les quartiers populaires**. Les discriminations de tout ordre forcent notre combat pour le respect des droits humains, la régularisation des sans-papiers par exemple.

Une autre idée nous rassemble : **la notion de service public**, une idée particulièrement d'actualité, en ces temps de crise financière d'un capitalisme régi par la loi du marché et la fameuse "concurrence libre et non faussée". Le combat pour les services publics, c'est notre façon d'affirmer que la volonté collective ne doit pas abandonner le terrain économique au profit des intérêts particuliers, que **l'éducation et la santé, entre autres, ne sont pas des marchandises**. Laisser des fonds d'investissement ou des fonds de pensions spéculatifs gérer tout ou partie de nos services publics nous paraît totalement irresponsable. Les services publics ne doivent pas être soumis au risque d'une crise financière qui menacerait leur survie !

Notre ambition d'agir localement ne nous empêche pas de penser globalement et de manière solidaire, nous partageons la même planète, **le combat altermondialiste est le nôtre**. Nous invitons les Clamartois qui se retrouvent dans nos convictions à nous rejoindre.

Bernard



Sans vous en rendre compte vous êtes passé du statut de "PATIENT" à celui de "CLIENT" !

Contrairement à ce que disait Brassens : Même pour des idées, ne mourez pas de mort lente !

Il faut réformer l'hôpital public : trop d'attente pour un rendez-vous, un personnel débordé, des dépenses mal régulées, des dépassements d'honoraire rares mais parfois inadmissibles... **Mais pour le réformer encore faudrait-il ne pas le détruire !**

"L'hôpital doit penser son action en terme de marché"... "Combien d'hôpitaux peuvent comparer leurs prix dans une démarche de benchmarking⁽¹⁾ ?"... "Osons sortir du seul code de la santé pour aller lire le code du commerce". Telle est la vision de Guy Vallancien⁽²⁾, conseiller de Roselyne Bachelot, trépassant de pouvoir organiser ses "parts de marché" avec la santé des citoyens, et ayant inspiré la réforme⁽³⁾ qui sera soumise au vote des députés en janvier 2009.

Objectif n°1 : *l'obsession de l'hôpital public doit devenir "faire des recettes"*. **Moyen n°1 : on supprime les services hospitaliers**. Résultat : vous n'irez plus accoucher dans le service d'Obstétrique ou vous faire opérer du rachis dans le service d'Orthopédie, mais dans un "pôle chirurgie" où vous aurez affaire à du personnel soignant polyvalent et interchangeable (ne vous étonnez pas si chaque matin l'infirmière a changé de tête : mobilité oblige, on économise ainsi du personnel). Et qu'il ne vous prenne pas la mauvaise idée de faire une hémorragie du post-partum⁽⁴⁾ ou une rétention aiguë d'urine en post-opératoire, car l'obsession de tous (et particulièrement de **votre chirurgien qui ne sera plus salarié de l'hôpital mais payé "à l'acte"** = **moyen n° 2** de la réforme) sera que votre durée de séjour soit la plus courte possible (sinon vous plombez non seulement les revenus du chirurgien mais aussi la rubrique "dépenses" du pôle, car l'objectif constamment rappelé par **le directeur de l'hôpital devenu un gestionnaire** (= **moyen n° 3** de la réforme) est de **raccourcir la DMS : Durée Moyenne de Séjour**). Ou alors faites-la bien grave votre hémorragie, car en cas de "choc hypovolémique" votre valeur marchande fait un bon ! En effet la sécurité sociale donnera peu à l'hôpital en cas de "petite hémorragie", mais beaucoup plus si vous avez la chance d'être transfusé(e)...

(suite page 3)

Gens du voyage, un autre regard

C'est par le forum de Jean-Didier Berger, au début de l'été, que nous l'avons appris. Dans un texte astucieusement intitulé « *la caravane passe... et reste à Clamart : Vélizy va nous imposer son aire d'accueil des gens du voyage* », nous apprenons que la commune de Vélizy « *vient d'adopter au mois de mai dernier, une délibération prévoyant la création de plus de 8000 m², soit 14 places, pour l'accueil des gens du voyage* ». M. Berger rappelle que c'est « *une obligation légale* », mais déplore que « *au lieu de respecter l'esprit de la loi et d'assumer sa part de responsabilité, la Ville de Vélizy a choisi d'implanter cette aire pratiquement sur la commune de Clamart, chemin des Charbonniers. Autrement dit, c'est Clamart qui pourrait bien subir les inconvénients et les conséquences de cette décision* ».

Plus tard, dans *Clamart-Infos* (N° 71, septembre 2008), un article (page 14) sur le sujet, avec une invitation à signer une pétition contre cette implantation. Passons sur les contractions entre l'article et la pétition, qui témoignent d'une certaine désinvolture dans le traitement de ce dossier...

Nous constatons avec tristesse que le ton de M. Kaltenbach est très proche de celui de M. Berger. Certes, personne n'a « *rien contre les gens du voyage* », mais... ailleurs.

À l'heure de la fameuse *pensée unique*, cette affaire nous semble très emblématique.

Qui sont les gens du voyage ?

Des gens, comme vous et nous, Français le plus souvent, qui ont simplement fait le **choix d'une vie différente** : nomade. En-dehors de cela, ils sont des citoyens avec les mêmes droits et devoirs que les autres. Mais si leur choix est simple, leur vie ne l'est pas. Car nous, sédentaires, avons accaparé au profit de notre mode de vie la quasi-totalité des terrains disponibles. Et rien ne dit que ce choix était forcément le bon. Imaginons un instant que l'Homme n'ait pas cherché à se fixer...

Nous aurions aimé, puisque nous sommes dans une ville administrée par une équipe que nous avons soutenue au deuxième tour des élections municipales, sentir que Clamart était une ville d'accueil, où la différence soit source d'enrichissement mutuel plutôt que cause de division.

Cela ne nous étonne pas de la part de M. Berger, qui a fait une campagne très axée sur la sécurité, avec sa proposition délirante d'une police municipale de 30 agents. Il sait exploiter le moindre fait divers. Alors, 14 caravanes pleines de gitans et de bohémiens : quelle aubaine !

Mais de la part de M. Kaltenbach... Est-ce le même homme qui s'indigne avec courage de ce qu'un Préfet puisse tenter d'intimider les maires qui, par exemple, organisent des cérémonies de parrainage pour les sans-papiers, et qui écrit : « *Nous sommes les Maires de tous, quelles que soient la nationalité ou l'origine, et notre rôle est d'aider chacun à trouver sa place au sein de notre société commune : le pays des droits de l'Homme* » ? Comment peut-il « *s'associer pleinement* » à une pétition qui parle de « *Clamartois légitimement inquiets* » ? Non, M. Kaltenbach, ce n'est pas une inquiétude légitime. Elle est fondée sur ce que l'être humain a de plus faible, et qui empêche la société que nous voulons de s'épanouir : le repli sur soi.

Réunion publique du 24 octobre

Une réunion publique a eu lieu, le 24 octobre, au Centre socioculturel du Pavé Blanc. Salle pleine à craquer. Longue présentation du maire de Clamart. Puis interventions du public. Deux participants développent, calmement, en quoi le rejet de ces gens du voyage les inquiète ; la salle réagit plutôt violemment. Il y a aussi deux interventions franchement racistes et diffamatoires ; là, aucune réaction... Et pourtant, le rôle des pouvoirs publics, présents à cette réunion, n'est-il pas de faire respecter la loi ? La tenue de propos racistes et diffamatoires n'est-elle pas un délit ?

La plupart des interventions auront été pour dire en quoi cette aire était mal choisie pour les gens du voyage, avait des conséquences pour les habitants (mais rien à voir, bien sûr, avec une quelconque exclusion). Certains sont même allés jusqu'à dire qu'ils étaient présents uniquement pour défendre les gens du voyage. Nous pouvions être rassurés. Certes, ceux qui rappelaient, de manière mesurée, à quel point il était dangereux de stigmatiser une population qui avait déjà énormément souffert, ceux-là ont été sifflés. Certes, d'autres ont pu dire qu'on ne pouvait pas laisser nos enfants les approcher et que si l'on voulait les connaître il suffisait de lire la rubrique *faits divers* dans les journaux, et ceux-là n'ont pas été sifflés. Mais toute cette mobilisation n'avait, paraît-il, rien à voir avec aucune volonté d'exclusion.

D'ailleurs, il paraît que ça aurait été exactement la même chose s'il avait été question de construire un immeuble à cet emplacement... Qu'il nous soit permis d'en douter. Car seuls quelques pavillons sont à proximité immédiate de l'aire d'accueil, par ailleurs tout à fait close : ceux de la Rue de l'Espérance, côté pair et au milieu de la rue. Alors, pourquoi tant de monde ?

Les conséquences pour les habitants... Elles pourraient paraître recevables : nuisances visuelles (les habitations clamartaises sont en contrebas de l'aire d'accueil) et sonores (ce sont des gens qui vivent beaucoup dehors), passage des caravanes qui vont gêner la circulation. Nous sommes donc allés voir sur place. Nous avons constaté tout autre chose. Depuis le terrain, il est impossible de voir dans les jardins, grâce à la présence d'une haie (sans compter que la ville de Vélizy a promis de planter de vrais arbres, ce qui du coup empêchera aussi la vue du terrain depuis les étages des pavillons – on pourrait d'ailleurs se demander ce qu'il est plus agréable de voir : les entrepôts actuels, qui ne sont pas loin d'être une décharge, ou les caravanes ?). Avec le bruit de fond de l'autoroute, et compte tenu de ce que le terrain est en hauteur (et que le son monte), les nuisances sonores ne devraient pas être très importantes (sans compter que, là encore, la ville de Vélizy a promis un mur antibruit). L'accès au terrain est très large, puisqu'il sert aux transporteurs de voitures de la concession Smart et aux camions des services municipaux. Le passage de caravanes devrait donc se faire facilement.

Quant à la sécurité... Il nous semble que c'est surtout cette question-là qui a autant mobilisé les habitants du quartier, et notamment ceux qui ne seraient concernés que de ce point de vue. Et là, nous ne pouvons que regretter qu'il n'y ait pas eu, en amont, un travail de sensibilisation des habitants, comme cela a pu se faire, par exemple, à Taverny, notamment grâce à une exposition et à un dépliant réalisé à cette occasion.

Des habitants informés... et des arrivants bien accueillis : voilà ce qui limite les risques d'insécurité. Mais avec cette mobilisation, avec la requête déposée par la ville de Clamart au Tribunal administratif de Versailles pour annuler la délibération du conseil municipal de Vélizy, nous sommes dans l'impasse. Que cette requête aboutisse ou non, il y aura, quelque part, sur la commune de Vélizy, une aire d'accueil où des gens viendront vivre quelque temps, en sachant que personne n'a souhaité leur présence, ni à Vélizy (U.M.P.) ni à Clamart (P.S.).

Reste la question du choix de cette aire dans l'intérêt des gens du voyage.

Tout le monde s'accorde pour dire que ce lieu paraît mal choisi, et on peut s'interroger sur les véritables raisons qui ont poussé le maire de Vélizy à le choisir. Et pourtant... L'autoroute est proche, certes, mais isolée par des arbres, et l'accès en est très sécurisé. L'aire est entourée d'arbres, et n'était ce bruit de fond de l'autoroute, cela crée un environnement relativement agréable. L'accès à l'aire n'a que le défaut d'être sur le territoire de Clamart ; pour le reste, il est aisé et discret. Bien des aires d'accueil sont beaucoup plus sordides.

Seul bémol : le manque de proximité des services publics et des écoles de Vélizy. Mais n'y a-t-il pas des arrangements possibles entre les municipalités de Vélizy et de Clamart pour que les enfants qui séjournent sur l'aire d'accueil soient scolarisés dans de bonnes conditions ?

Et au fait, qu'en pensent les principaux intéressés ?

Nous avons été extrêmement surpris, lors de cette réunion publique, d'apprendre au bout de plus d'une heure que le Collectif qui s'est créé contre ce projet allait contacter une association représentant les gens du voyage. Pourquoi n'avoir pas commencé par là ?

Pierre

“Aimez-vous Brahms, M. Berger ?”

Vous possédez l'art du piano et du chant. Vous connaissez certainement ses œuvres d'influence tzigane (et pas seulement ses célèbres Danses hongroises). Croyez-vous que Brahms aurait été Brahms sans ses rencontres avec ce peuple qui ne s'appelait pas encore gens du voyage ?

Ça va mieux en le disant !!!

Alternative Clamartienne ne veut pas rentrer dans la querelle politicienne, où tout le monde accuse l'autre de n'avoir rien fait, tout en disant que ce n'est pas une question politique et qu'une récupération serait malvenue. Mais nous ne pouvons nous empêcher de commenter le tract diffusé par l'U.M.P., chef-d'œuvre du genre. M. Kaltenbach y est donc accusé d'inaction, et même, « *en tant que président de notre intercommunalité* », de « *n'avoir rien fait pour respecter la loi* ». Nous aurions aimé des précisions... Qu'a donc fait M. Kaltenbach de contraire à la loi ?

Et quel rapport avec Vélizy ? Il s'agit de deux départements différents. L'obligation, ou non, d'installer une aire d'accueil, est décidée au niveau départemental, en fonction des possibilités d'accueil dans chaque département.

MM. Pemezec et Berger, vous êtes de mauvaise foi.

Puis le tract détaille en quoi a consisté « *l'intervention utile* » des élus U.M.P. Concrètement, ce sont quelques lignes sur le blog de Berger, quelques lignes dans les 2 derniers *Clamart-Infos*, et un rendez-vous pris avec le maire de Vélizy. Quelle débauche d'énergie ! Heureusement qu'ils étaient deux pour tout cela...

Le tract se termine par « *NON à la récupération politique – OUI à l'action* ». Ce n'est plus de la mauvaise foi, c'est du foutage de gueule.



Petites maximes clamartiennes sur la crise financière

- Si pour nos retraites ils comptaient sur les fonds de pension, on est marron. Vive la répartition !

Ne confions pas nos hôpitaux aux boursicoteurs. Ne confions pas nos universités aux boursicoteurs. Ne confions pas nos trains, nos bureaux de poste, nos écoles aux boursicoteurs. Nos services publics ne doivent pas devenir des « parts de marché ». Protégeons-nous, protégeons-les, de ce système fou.

- T'as touché l'fond (de pension) ? T'as crevé ta bulle (financière) ? T'as ouvert ton parachute et il était pas doré ? Rejoins-nous !

Passer notre argent (nos impôts) à une banque, pour qu'elle puisse prêter à une banque, qui pourra ainsi prêter à une banque, pour qu'elle puisse elle aussi prêter à une banque, qui pourra... ? Sarko, rends nos impôts à nos hôpitaux, à nos universités, à nos trains, à nos bureaux de poste, à nos écoles, à nos services publics !

- Demander à un millionnaire de réguler le capitalisme, c'est comme demander à un tigre de manger de la salade.

Agnès

Même pour des idées, ne mourez pas de mort lente !

(suite de la page 1)

Cela enchante le directeur-gestionnaire et toute l'équipe qui pensera (bien malgré elle) que grâce à vous la colonne "recettes" s'est enfin remplie ! A condition tout de même que vous vous remettiez assez vite, car revient alors la hantise de la DMS.... Sachez aussi qu'à la fin de l'année, si le "pôle chirurgie" où vous vous êtes un peu trop attardé(e) n'a pas réussi à faire assez de recettes, la variable d'ajustement est prévue : c'est le personnel. Vous ne voudriez pas avoir en plus sur la conscience la suppression d'un poste d'infirmière ?

En tout cas, si vous décidez de mourir à l'hôpital, soyez bien aimable de le faire en plus de 12 heures (sinon vous ne rapporterez que 800 euros) mais en moins de 48 heures : là la sécurité sociale versera au pôle "soins palliatifs" 8400 euros : bingo ! Tandis que si vous traînez un peu... vous occuperez un lit sans rien rapporter de plus.

Cette logique infernale s'applique à la mort mais aussi à la prévention : **il est beaucoup moins coûteux d'amputer votre jambe dès votre arrivée, que de tout mettre en œuvre pour la sauver** (ce qui demanderait du temps, des antibiotiques, un pontage artériel, des pansements quotidiens : vous n'y pensez pas, tout de même !).

Cette logique infernale a été très bien comprise par les cliniques privées qui n'ont **aucune obligation de "mission de service public"**. Elles ont donc mis en place la sélection des malades (les moins graves évidemment : une prothèse de hanche chez un bien-portant, c'est tout bénéf, et s'il peut en plus payer les dépassements d'honoraires du chirurgien, on adore), les petits gestes chirurgicaux qui peuvent être multipliés sur une seule journée (DMS=1, que du bonheur !) : cataracte, hémorroïdes, végétations... La Générale de Santé qui possède quantité de cliniques privées a ainsi réussi à faire 420 millions de bénéfices en 2006 ! **Ce qui signifie en clair que la sécurité sociale (c'est-à-dire nous) et l'état (encore nous) lui ont versé plus que ce qu'elle a dépensé en nous "soignant" !**

Le problème est qu'on demande à l'hôpital public de s'aligner sur le mode de fonctionnement de ces cliniques. **"La convergence doit être totale d'ici 2012"**, nous dit-on. Alors relisez le paragraphe ci-dessus pour comprendre que **la mort de l'hôpital public et de sa mission** (tout soigner, et tout le monde) a sonné.

Agnès

(1) Benchmarking : Analyse comparative

(2) Guy Valancien : Rapport remis le 10/07/08 et lisible sur le site : <http://www.appel-sauver-hopital.fr> où vous pouvez aussi signer la pétition pour sauver l'hôpital public.

(3) Réforme : Projet de loi paru en septembre "Les réformes de l'hôpital et les dispositions relatives aux patients, à la santé et aux territoires".

(4) Post-partum : après l'accouchement



E d u c a t i o n

« Récession », « Dépression », « Krach », « Innovation, créativité... financière », « Manipulation », « Imposture », « Occultation »...

Sus à vos dicos de fin de l'école primaire !

École... mais dans le « bourrage de crâne » ambiant, « on » en profite drôlement pour occulter l'information sur ce constituant fondamental de notre société qu'est justement l'École.

Et pourtant **douze millions d'enfants et d'adolescents ont fait leur rentrée le 2 septembre**, cela en concerne du monde...

Et avec un certain nombre de « nouveautés » appelées « réformes » autour desquelles le ministre Darcos aux ordres de son maître nous a abusé, dans le seul but de « supprimer un poste de fonctionnaire pour deux départs à la retraite »... Et le mauvais génie Darcos continue son travail de sape en douce, s'attaquant au lycée, à la formation et aux concours de recrutement des professeurs. Mais pour cette fois Alternative *Clamartienne* ne peut pas vous parler de toutes les réformes à la fois.

Réforme... d'après notre dico de fin d'école primaire cela signifie : changement en vue d'une amélioration. Mais qui prouve qu'il s'agit d'une amélioration, et pour qui ???

Alors ?

Service minimum - semaine de quatre jours - nouveaux programmes de l'école primaire - soutien scolaire de deux heures au primaire - **suppression de 11.200 postes en 2008, et de 13.500 pour 2009** - suppression de la carte scolaire - mise en chantier de la réforme des lycées, de la formation des professeurs.

Tiens ! Si nous commençons par les suppressions de postes... Nombre négligeable d'après Darcos ? Mais d'addition en addition ce nombre ne l'est plus et a des conséquences visibles.

Par exemple, sur l'enseignement primaire 3.000 postes d'enseignants spécialisés (RASED : Réseau d'Aide Spécialisé aux Elèves en Difficulté) « réaffectés » dans les écoles. **Cela signifie en clair suppression de 3.000 postes d'aide spécialisée aux élèves en difficulté.** Ceci est vécu à Clamart, voir « Clamart Infos » de septembre, page 32 « un poste de rééducateur au RASED basé à l'école Léopold Senghor supprimé » C'est le deuxième en deux ans...

Et dans les lycées, les effectifs par classe passent à 35 élèves mais d'après Darcos trois ou quatre élèves de plus qu'est-ce que cela peut faire (se souvenir de l'émission récente à la télévision animée par Arlette Chabot) ? Le ministre veut ignorer qu'il existe un seuil cri-



tique au-delà duquel beaucoup de choses basculent : déjà trop d'élèves dans une salle de classe, impossibilité d'échanger, de solliciter la réflexion, n'imaginons même pas le cours de langue vivante, impossibilité pour l'enseignant de voir celui ou celle qui « décroche » ou qui « perd le fil » et les difficultés s'installent pour toute la classe ! Des reportages intéressants sur des exceptions sont parus dans « Le Monde » du 3 septembre, par exemple :

- Le collège de Wazemmes à Lille, classé « Ambition réussite » (600 élèves) a deux CPE (Conseiller Principal d'Éducation), deux infirmières, une assistante sociale et les élèves seront moins de 23 par classe.

- Au collège Eugène Chevreul de l'Hay-les-Roses, une 4ème expérimentale a 15 élèves...

Y aurait-il donc un lien entre réussite et effectifs allégés ? Réussite et présence accrue d'adultes ?

Et maintenant, pour faire accepter par les citoyens ces réductions de postes de fonctionnaires, il suffit pour le pouvoir politique de manœuvrer pour qu'ils soient eux-mêmes les acteurs consentants de ces réductions.

C'est le cas de la semaine de quatre jours, « réforme » qui est passée comme une lettre à la poste alors qu'il s'agit d'une aberration pédagogique.

Ce sera le cas de la « réforme » des lycées avec ses regroupements et ses horaires allégés... si elle aboutit. Mais oui, nos ados sont surchargés... En attendant qu'on leur demande de travailler plus pour gagner moins. Malheureusement cela aussi ça marche...

Nos dirigeants sont très forts en communication, cela nous coûte d'ailleurs assez cher !

(suite page 4)

PAROLES DE CANCRES

- Quand Darcos saborde l'école publique, Sarkozy renfloue les banques privées !
- Les banquiers ont des lacunes en maths, les politiques ont oublié l'histoire, les économistes perdent leur latin. Qu'ils retournent tous à l'école !
- Suppression de 3.000 postes RASED = 150.000 élèves sans aide.
- Des sous pour les écoliers, pas pour les banquiers !

E d u c a t i o n

(suite de la page 3)

Prenons l'exemple à présent des nouveaux programmes de l'école primaire, publiés dans le *Guide Pratique des parents (votre enfant à l'école / CP-CM2)* par le ministère de l'éducation nationale, même s'il est évidemment impossible de faire ici le tour complet du sujet, quelques réflexions :

si vous êtes parent, c'est lisible, vous comprenez, cela ne paraît pas mal, surtout que... vous n'avez pas de point de comparaison avec les programmes précédents, ceux de 2002. C'est curieux, récemment encore Darcos appréciait ces programmes mis progressivement en place année après année. Les programmes de 2008 eux sont applicables en bloc pour toutes les années de l'école ! **Résultat, un enfant qui aura fait ses 4 premières années de primaire (CP, CE1, CE2, CM1) avec l'ancien programme va devoir faire son CM2 sur la base du nouveau programme.**

Mais laissons la parole à quelques enseignants :

« Moi, ce qui me gêne vraiment, c'est que les précédents programmes étaient très professionnels, ils ne se contentaient pas de donner une liste, mais il y avait aussi des explications... en fait beaucoup de bruit pour rien... Laisser les anciens programmes aurait été aussi bien, un gain de temps et d'argent. »

« Moins de temps pour autant de chose à faire. »

« Il s'agit finalement de considérer les enfants comme des oies à gaver. »

On a l'impression d'un programme concentré sur des apprentissages vus comme un bachotage (en vue d'une meilleure performance aux tests internationaux ?) au détriment de la création de situations variées suscitant la curiosité des enfants pour les mettre en « envie de savoir », en « envie d'apprendre ».

Le livre que vient de publier Jack Lang : « L'école abandonnée, lettre à Xavier Darcos – Récit d'une imposture » est excellent sur ce sujet qu'il développe plus et mieux que nous ne le faisons.

Quant à ce fameux soutien scolaire, qu'en est-il ? Beaucoup à écrire sur ce sujet :

Sur son organisation qui a beaucoup mobilisé les enseignants en cette rentrée : quand, comment répartir ces deux heures, le matin, le midi, le soir ?

Sur son bien-fondé : ne devrait-il pas faire partie de chaque moment du temps scolaire ? Faire en sorte que les difficultés ne s'installent pas, mais les prévenir, n'est-ce pas le travail qu'effectue à chaque instant tout enseignant à condition, bien sûr, que l'effectif de sa classe le lui permette et qu'il ait du temps. Mais que va-t-il se passer avec des horaires réduits, des effectifs alourdis, des programmes concentrés sur des apprentissages au détriment de la compréhension ? Ainsi donc les conditions sont en place pour créer de nouvelles difficultés. Et puis, n'oublions pas les bonnes vieilles techniques du pouvoir qui pourront lui permettre, le moment venu, de faire passer à la trappe ces fameuses deux heures...

Ces lignes sont un premier questionnement sur le marché de dupes Sarkozy-Darcos. Ne nous nous laissons pas abuser. Allons discuter sur tous les terrains. **Voulons-nous faire de nos enfants de futurs moutons, des consommateurs, des traders ? Ou voulons-nous en faire des êtres humains libres, ouverts, solidaires, inventifs, curieux... ?**

Claude

NB : infos scolaires clamartaises de rentrée :

Pour les écoles élémentaires :

Classes surchargées à l'école de la Mairie et à la maternelle Gathelot.

Un poste de rééducateur au RASED basé à l'école Léopold Senghor supprimé

Soutien scolaire en général une demi-heure par jour mais cela se faisait déjà auparavant de façon formelle ou non, dans plusieurs écoles clamartaises.

Une conséquence à noter de la suppression de l'école le samedi matin, déplorée par beaucoup de parents clamartais : « C'était pour beaucoup de parents une bonne occasion de récupérer ses enfants à l'école et la possibilité de connaître les enseignants, de rencontrer d'autres parents, facteur de cohésion sociale et de vie de quartier ».

Pour le collège :

Collège Maison Blanche en sureffectif : 1037 pour 800 places, donc pas de salle de permanence, emplois du temps et cantine difficiles à gérer.

Politique

LA CRISE DES SUBPRIMES POUR LES NULS

Voilà une petite histoire qui circule sur internet et qui nous a fait rire ! Enfin c'est pas tout à fait ça : pour de vrai, les banquiers avaient misé sur une hausse de l'immobilier. Mais tant pis !

Alors voilà, Mme Ginette a une buvette. Pour augmenter ses ventes, elle décide de faire crédit à ses fidèles clients, tous alcooliques et désargentés.

Vu qu'elle vend à crédit, Mme Ginette voit augmenter sa fréquentation et, en plus, peut augmenter un peu les prix de base du « calva » et du ballon de rouge.

Le jeune et dynamique directeur de l'agence bancaire locale, quant à lui, pense que les « ardoises » du troquet constituent, après tout, des actifs recouvrables, et commence à faire crédit à Mme Ginette, ayant les dettes des ivrognes comme garantie.

Au siège de la banque, des traders avisés transforment ces actifs recouvrables en CDO, CMO, SICAV, SAMU, OVNI, SOS et autres sigles financiers que nul n'est capable de comprendre. Ces instruments financiers servent ensuite de levier au marché actionnaire et conduisent, au NYSE, à la City de Londres, aux Bourses de Francfort et de Paris, etc., à des opérations de dérivés dont les garanties sont totalement inconnues de tous (c'est-à-dire, les ardoises des ivrognes de Mme Ginette).

Ces « dérivés » sont alors négociés pendant des années comme s'il s'agissait de titres très solides et sérieux sur les marchés financiers de 80 pays.

Jusqu'au jour où quelqu'un se rend compte que les alcoolos du troquet de Ginette n'ont pas un rond pour payer leurs dettes.

La buvette de Mme Ginette fait faillite. Et le monde entier l'a dans l'os...

Sarko l'a promis, tous les responsables de cette crise paieront !

la preuve, j'en tiens déjà un ! Je suis trop fort, c'est Carla qui va être fière !



CRISE FINANCIÈRE, CASSE, ET... ENFUMAGE

Elle atteint l'économie et va atteindre **chacun d'entre nous** à commencer par les plus défavorisés.

Les caisses de l'état étaient vides : N. Sarkozy avait bien dit qu'il « **n'était pas le Père Noël** »... Et pourtant, le père Noël a trouvé des milliards dans sa hotte pour renflouer les banques ! **Et la hotte... c'est nous !** La crise sera-t-elle ainsi résolue ?

D'autant que le système basé sur les actionnaires n'est pas remis en cause et que cette politique libérale enrichissant les plus favorisés va continuer de plus belle, **ajoutant la crise à la crise.**

Quel bel alibi que cette crise pour N. Sarkozy qui profite de cette occasion pour jouer les Zorros tout **en continuant sa casse sur fond de discours anticapitalistes !!!** (non aux parachutes dorés, chasse aux paradis fiscaux...)

persistance du bouclier fiscal, casse de l'éducation nationale, casse des services hospitaliers, privatisation de la poste (au moment où les déposants placent massivement leurs économies à la « banque postale » en raison de son statut public), dans un contexte d'augmentation du chômage, de multiplication des licenciements, de baisse du pouvoir d'achat, d'augmentation des prix, (surtout des denrées alimentaires de base), et les franchises médicales... etc.

Qui va injustement payer les erreurs dramatiques de cette politique qui a le cynisme de ne pas se remettre en ques-

tion et « casse » encore plus ? En premier ceux qui déjà ne peuvent plus se nourrir, se loger correctement, se soigner.

Qui réagit ?

Certains n'ont plus la force et beaucoup d'autres sont **anesthésiés par les discours des médias**, pour la plupart dépendants du pouvoir, relayant cette politique et ajoutant leur « petite musique » aux discours d'enfumage de la **grande majorité des acteurs politiques qui deviennent les suppléants des grandes banques.**

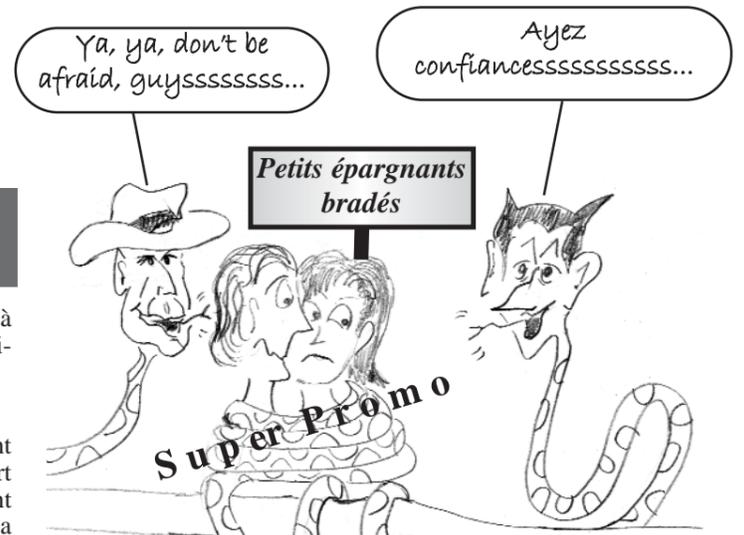
Dans ce brouillard savamment répandu, il faut réagir en s'interrogeant sur les vrais enjeux de cette crise :

- La sur-exploitation de la misère des acquéreurs de logement les plus pauvres aux USA... (Système que N. Sarkozy voulait appliquer en France).

- La guerre entre les banques qui profitent de la situation de crise et des fonds mis à leur disposition pour agir en prédatrices...

Il est urgent de faire arrêter cette casse et de défendre avec acharnement chaque « pouce » de service public.

Lucile



Le livre de la jungle financière

J'adhère à l'association **Alternative Clamartienne** pour l'année 2009 domiciliée 6 rue Monplaisir, 92140 Clamart

- Nom : _____ Prénom : _____
- Adresse : _____
- N° téléphone : _____ N° téléphone mobile : _____
- Adresse électronique : _____
- Je verse la cotisation de 5,00 € (chômeurs, étudiants, Rmistes, etc.)
- ou 30,00 € ou +
- par chèque à l'ordre de "Association Alternative Clamartienne" en espèces.
- Je souhaite : Etre prévenu pour les débats publics organisés par AC
- Etre prévenu pour les réunions mensuelles de l'association
- Etre sollicité pour les actions (tract, collage...)
- Recevoir ces documents par mail ou par courrier papier